

Union européenne - Conseil
"Transports, télécommunications et
énergie" (Transports) - Préserver la
concurrence dans le domaine du
transport aérien - le Conseil adopte
sa position - Communiqué de presse
du Conseil de l'Union européenne
(Luxembourg, 07 juin 2018)

Le Conseil a adopté aujourd'hui une orientation générale concernant une proposition de réglementation visant à préserver la concurrence dans le domaine du transport aérien. Ce texte vise à garantir une concurrence loyale entre les transporteurs aériens de l'UE et étrangers exerçant leurs activités dans l'UE. Dans le même temps, il cherche à maintenir des conditions propices à un niveau élevé de connectivité sur tout le territoire de l'UE. Plus concrètement, il définit des procédures relatives aux enquêtes à mener dans des cas de pratiques faussant la concurrence entre les compagnies aériennes de l'UE et celles de pays tiers et aux mesures de réparation à arrêter.

Le règlement proposé remplacera un règlement existant qui comportait plusieurs lacunes et n'a jamais été appliqué en pratique.

Bien que l'aéronautique constitue un secteur d'envergure mondiale, il n'existe actuellement aucun cadre international relevant de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) qui régleme la concurrence entre les transporteurs aériens.

Les conditions d'une concurrence loyale entre les transporteurs aériens peuvent être prévues dans le cadre d'accords de transport aérien ou de services aériens. Toutefois, la plupart de ces accords que l'UE ou ses Etats membres ont conclus dans le passé avec des pays non membres de l'UE ne prévoient pas de règles de concurrence loyale.

L'orientation générale adoptée par le Conseil prévoit une procédure unique s'appliquant quel que soit le type d'accord de transport aérien (accord global au niveau de l'UE ou accord bilatéral de transport aérien). Les éventuelles mesures de réparation prenant la forme d'obligations financières seraient adoptées au moyen d'un acte d'exécution de la Commission. Les mesures de réparation d'ordre opérationnel nécessiteront une décision du Conseil. Les droits de trafic sont explicitement exclus du champ des mesures de réparation envisageables.

La proposition a été présentée par la Commission en juin 2017. Elle fait partie de la stratégie de l'aviation pour l'Europe présentée par la Commission en décembre 2015.

Les détails du texte final seront négociés par le Conseil et le Parlement européen./.